

HOPITAUX
EN CRISE

Uni.e.s et mobilisé.e.s pour défendre notre système de Santé, de Retraite et la Sécurité Sociale, fondements de notre nation et du vivre ensemble en bonne santé !

Les organisations AMUF, APH, CGT, CFE-CGC, SUD, Collectifs Inter-Blocs et Inter-Urgences, Le Printemps de la psychiatrie et la Coordination Nationale des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité représentant les professionnel.le.s du secteur de la santé, du social et du médico-social et les usager.ère.s alertent sur la destruction du service public de santé et de la Sécurité Sociale. Le service public de santé et d'action sociale est un bien commun précieux pour la société qui doit être protégé et préservé pour les générations futures en soutenant activement dès aujourd'hui ses personnels. Nous estimons que la Sécurité Sociale est un système fondamental de notre modèle sociétal qui doit être renforcé et non affaibli par les réformes.



L'hôpital public, pilier de notre système de santé, subit de graves et potentiellement irréversibles dommages depuis plus d'une décennie autour d'une politique nationale budgétaire inique. Le

vote en décembre d'une loi de financement de la Sécurité Sociale qui sabre le budget des hôpitaux avec l'Objectif National des Dépenses de l'Assurance Maladie à 4 % très inférieur à l'inflation, ce qui entraînera une diminution de moyens avec des fermetures de lits, menaçant un accès égalitaire comme la qualité et la sécurité des soins que nous devons à nos malades et aux usager.ère.s. Il faut supprimer cet ONDAM, ce modèle de financement et sortir de cette gestion uniquement comptable notamment d'enveloppes budgétaires fermées qui obligent les établissements à recourir à l'emprunt et au surendettement.

Le système de santé et d'action sociale, la Sécurité Sociale, les établissements du secteur sanitaire, médico-social et social, l'hôpital public et les services publics ont besoin de financements basés sur les besoins de la population. La gestion purement « commerciale et fiduciaire » de notre système solidaire est un échec comme le rappelle entre autres l'exemple d'Orpéa.

ENSEMBLE, EXIGEONS :

- Une négociation salariale pour une reconnaissance réelle des qualifications et des responsabilités des professionnel.le.s de l'ensemble de nos secteurs d'activités,
- Des financements pour un plan de formations pluridisciplinaires, des contrats d'études

rémunérés pour les étudiant.e.s et les stagiaires, et une augmentation importante des quotas de professionnel.le.s à former pour répondre à nos missions et retrouver ainsi une qualité de vie et d'exercice,

- L'arrêt des fermetures de services et d'établissements, et des créations nécessaires de structures pour un accès dans la proximité et égalitaire pour la population,
- Le recrutement massif de professionnel.le.s pour résorber les emplois précaires, les contrats temporaires et pour améliorer les conditions de travail de tout le personnel et rétablir un système public de qualité pour les citoyen.ne.s.

Ensemble, nous exprimons notre opposition ferme à l'allongement de l'âge légal de départ à la retraite. Nous estimons que cela

pénalisera gravement les travailleuses, travailleurs de la santé et de l'action sociale qui exercent des métiers pénibles. Nous revendiquons la reconnaissance de la pénibilité qui doit permettre un départ anticipé à la retraite. En effet, les sacrifices faits par tous les acteurs du service public de santé et d'action sociale qui garantissent la continuité des soins pour assurer la santé et le bien-être de la population doivent être reconnus. La population soutient totalement cette lutte pour une retraite digne, un salaire décent, une formation adéquate et des conditions de travail améliorées pour les personnels de ces secteurs d'activités. Une solidarité retrouvée, le juste soin et des conditions d'exercice simplement humaines pour les personnels permettront de redonner sens à ces métiers, à cet engagement et de protéger leurs conditions de vie et d'exercice comme leurs familles.



Nous appelons à des mesures urgentes et des lois qui renforcent le service public de santé, la Sécurité Sociale et l'hôpital public, et non à des réformes qui les détruisent. Nous sommes convaincus que la protection de ces systèmes est cruciale pour garantir l'égalité d'accès, d'accueil et de prise en charge de qualité pour la population sur tout le territoire.